

Lutte contre les déchets plastiques (page 3)

Entre persévérance et complexité



Les habitants de la ville de Bujumbura craignent que ces nouvelles poubelles risquent d’être volées pour être utilisées à d’autres fins.

GOUVERNANCE	ENERGIE	GOUVERNANCE
Commune Rugombo La population interpelle les futurs élus sur l'accès à l'eau et la vie chère (page 2)	Réhabilitation du réseau électrique ASCENT parviendra-t-il à résoudre définitivement le problème énergétique ? (page 5)	Elections 2025 Les femmes de la commune Mugina expriment leurs attentes (page 6)

Editorial

Clash et Crash



Mélance Maniragaba
rédacteur en chef adjoint

Lors d'un point de presse tenu le 19 mai 2025 par le ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique sur

le déroulement de la campagne électorale, ledit ministère a déploré certains incidents. Parmi ceux-ci figure l'attaque perpétrée par un groupe de personnes contre des membres du parti CNL alors qu'ils préparaient leur campagne sur la colline Kizina de la commune Mpanda dans la province de Bubanza. Cette agression a fait cinq blessés.

D'autres cas signalés incluent des disputes autour des lieux de meetings à Isare (Bujumbura) et à Gihanga (Bubanza), la destruction volontaire des cartes d'électeurs, des tentatives de mener des campagnes

en dehors des heures légales, ainsi que divers accidents.

Il ne s'agit pas ici simplement d'énumérer ces incidents, mais plutôt de soulever quelques questions essentielles. Qui attaque qui ? Qui se dispute avec qui ? S'agit-il de ceux qui se partagent les fruits de la sueur du contribuable, ou de jeunes frères qui s'entredéchirent inutilement ?

Ce clash et crash semble bien souvent le fait de jeunes zélés qui, une fois les heures de campagne écoulées, ne récoltent au mieux que quelques gouttes de la sainte mousse aujourd'hui elle-même

devenue rare ou peut-être quelques gorgées de boissons prohibées au détriment de leur santé. Pendant ce temps, ceux qui continueront à savourer les bons plats ne manqueront pas, le soir venu, de trinquer au champagne frais autour d'une bonne brochette, dans la joie, la fraîcheur et l'insouciance.

Et que dire de tous ces phénomènes inquiétants ? En l'espace d'une à trois semaines, certains jeunes en viennent à se regarder en chiens de faïence. Les blessés, eux, souvent sans même avoir pu obtenir une Carte d'Assurance Maladie (CAM) devront se faire soigner à leurs

propres frais ; des frais qu'il est aujourd'hui difficile de se procurer dans un contexte de vie toujours plus rude.

A nos jeunes frères, il convient de rappeler que l'énergie déployée pour s'entredéchirer serait bien mieux utilisée à poursuivre des objectifs communs : la construction des infrastructures d'intérêt public, l'augmentation de la production agricole pour lutter contre la famine...Car, une fois élus, nombre de nos aînés ne se soucieront plus des préoccupations quotidiennes, abandonnant leurs petits frères ou petits enfants à eux-mêmes.

GOUVERNANCE

Commune Rugombo

La population interpelle les futurs élus sur l'accès à l'eau et la vie chère

A quelques semaines des élections prévues en juin 2025, les habitants de la commune de Rugombo, dans la province de Cibitoke, expriment leurs attentes aux candidats en lice. Manque d'eau potable, routes impraticables, prix en forte hausse et besoins en équipements scolaires. Les revendications sont nombreuses et traduisent une précarité persistante

L'eau potable représente une urgence sociale et sanitaire. « Sur notre colline, nous avons de sérieux problèmes d'accès à l'eau potable. Nous consommons de l'eau que nous puisons dans la rivière Nyakagunda. Une eau sale qui met notre santé en danger. », se désole Ezechiel Nimpaye, cultivateur résidant sur la colline Mparambo I. Cette situation grave est confirmée par Lidwine Gakizakimana, élève au lycée Espoir du Sauveur de Rugombo : « Même ceux qui ont des robinets à la maison n'en tirent aucun bénéfice, car il n'y a souvent pas d'eau. Quant aux robinets publics, ils n'existent tout simplement pas. » Pour avoir de l'eau potable, il faut l'acheter cher. Un bidon d'eau coûte entre 1000 et 2000 BIF. Ce qui est difficile pour une grande partie de la population.

Ces propos ont été recueillis le 14 mai 2025 par une équipe de Burundi Eco qui s'est rendue sur le terrain



L'accès à l'eau potable pour les habitants de la colline Mparambo I et des environs constitue une urgence absolue. Les futurs élus auront fort à faire pour répondre à cette priorité.

pour recueillir la parole citoyenne à l'approche des élections législatives et communales.

Le coût de la vie, une pression insoutenable

La flambée des prix des produits de base figure parmi les préoccupations les plus partagées. « Un kilo de riz se vend aujourd'hui entre 5 000 et 6 000 BIF, alors qu'il coûtait 1 000 BIF il y a quelques années. Le kilo de viande atteint désormais 30 000 BIF et les haricots coûtent au moins 4 000 BIF le kilo », détaille Lidwine Gakizakimana.

Jacqueline Ndikumana, habitante de la colline Rubuye III, dresse un constat similaire : « Même si je gagne 10 000 BIF par jour, il m'est très difficile de nourrir ma famille. Le prix du charbon de bois est encore plus alarmant. Ça dépasse l'entendement. »

Les habitants espèrent que les futurs élus sauront prendre des mesures pour limiter cette inflation qui affecte directement leur quotidien. « Les médicaments aussi sont devenus hors de portée. Par exemple, le paracétamol, qui coûtait

500 BIF, vaut maintenant 2 000 BIF », dénonce Mlle Gakizakimana, inquiète de voir le droit à la santé devenir petit à petit un luxe.

Une jeunesse en quête d'un meilleur avenir scolaire

Les élèves de la commune Rugombo ne sont pas en reste. Alidacienne Munezero, scolarisée à l'école technique de la zone, tire la sonnette d'alarme : « Il faut augmenter le nombre de bancs pupitres dans les classes pour que les élèves soient à l'aise. Il y a aussi un grand besoin de livres. Et il faut davantage d'enseignants. »

Le manque de matériel didactique affecte directement la qualité de l'enseignement. « A l'école, quatre à cinq élèves doivent partager un seul livre. », confirme Mlle Gakizakimana qui est une élève aussi.

Les jeunes réclament des investissements concrets dans les infrastructures éducatives, l'équipement des écoles et le recrutement d'un personnel qualifié. « On ne devrait pas se contenter de compter sur les

enseignants bénévoles », ajoute Alidacienne Munezero.

Des routes dégradées impraticables en saison des pluies

La vétusté des infrastructures constitue une autre préoccupation majeure. La route reliant Rugombo à la République Démocratique du Congo (RDC) est particulièrement pointée du doigt. « Elle est tellement dégradée qu'en saison des pluies, il

devient presque impossible pour un véhicule de circuler », déplore M. Nimpaye.

Ce point est crucial pour le commerce transfrontalier, souvent vital pour la population locale. « La route vers la RDC doit être réhabilitée, surtout en prévision des pluies. Il nous faut aussi un pont sur la Rusizi pour faciliter les traversées », insiste Mlle Gakizakimana.

Entre désillusion et espoir de changement

Face à ces multiples défis, la population reste lucide sur les limites des promesses électorales. « Les hommes politiques sont élus pour nous représenter mais, une fois au pouvoir, ils pensent uniquement à leurs propres intérêts et oublient les citoyens ordinaires », regrette Lidwine Gakizakimana. Pour autant, l'espoir d'un changement demeure. Ezechiel Nimpaye lance un appel aux futurs élus : « J'aimerais que ceux qui seront élus cette fois-ci prennent ces problèmes à cœur et trouvent des solutions concrètes. »

Le message des habitants de Rugombo est clair. Ils attendent des représentants responsables, engagés et à l'écoute de leurs réalités. En cette période électorale, leurs voix tracent les contours d'un mandat à venir placé sous le signe de l'urgence sociale.

Gilbert Nkurunziza

BurundiEco

Hébdomadaire socio-économique gratuit

Rohero I, Avenue de la Révolution, n°8

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Directeur de publication et Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint:

Mélance Maniragaba

Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 23 Mai 2025		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2914	2961
Euro	3297	3351
Shi. Kenyan	22.5569	22.9207
Shi. Tanzanien	1.0804	1.0978
Shi. Ougandais	0.7985	0.8113
Fr Rwandais	2.0623	2.0955

Lutte contre les déchets plastiques

Le gouvernement rehausse le ton

Le gouvernement du Burundi se réactive pour combattre les déchets plastiques. De nouvelles poubelles ont été installées dans différents coins de la municipalité de Bujumbura. On compte même sanctionner les récalcitrants comme prévu par la loi. Pourtant, la population doute de la sécurité de ces poubelles qu'elle juge même insatisfaisante

Vendredi le 16 mai 2025, le ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage en collaboration avec les sociétés de collecte et de transformation des déchets plastiques a procédé à l'installation des poubelles dans différents endroits de la municipalité de Bujumbura.

Selon Prosper Dodiko, ministre en charge de l'environnement, cela rentre dans le cadre de la mise en œuvre de l'orientation du Président de la République Evariste Ndayishimiye d'avoir une ville propre et verte. Selon lui, pour gagner le pari, on doit mener au moins trois activités principales. Il s'agit d'éviter la prolifération des déchets, de promouvoir une ville verte et assainie.

« L'installation de ces poubelles dans différents coins de la municipalité de Bujumbura rentre alors dans l'objectif de combattre la prolifération des déchets plastiques



Prosper Dodiko, ministre en charge de l'environnement : «Cela rentre dans le cadre de la mise en œuvre de l'orientation du Président de la République Evariste Ndayishimiye d'avoir une ville propre et verte»

», précise Dodiko. Il invite la population à jeter les déchets plastiques dans ces poubelles pour rendre la ville propre.

Des poubelles destinées aux déchets plastiques

Dodiko indique que ces poubelles sont réservées aux déchets plastiques. Il y aura d'autres réservées aux déchets biodégradables et aux déchets en verre dans l'objectif de faciliter la tâche aux sociétés de recyclage des déchets plastiques qui en ont besoin.

Il ajoute que ce programme d'installation des poubelles concerne tout le pays, surtout dans

les endroits où se concentrent beaucoup de gens.

Sinon, les récalcitrants sont pour le moment sanctionnés conformément à la loi. «Nous avons une ordonnance ministérielle conjointe numéro 750 /540/ 710/ 1510 du 12 octobre 2020 portant mise en application effective du décret numéro 100/ 099 portant interdiction de la fabrication, de l'importation, de la commercialisation et de l'utilisation des sachets et autres emballages en plastique du 8 août 2018. Les sanctions varient de 25 à 50 millions de FBu, de 50 à 100 millions de FBu, de 12 à 25 millions de FBu et de 2 à 5000 FBu», explique-t-il.

Les sociétés de recyclage des



Des poubelles destinées aux déchets plastiques

déchets plastiques promettent de contribuer

Les responsables des sociétés de recyclage des déchets plastiques visités promettent de contribuer à la collecte de ces déchets, car ils en ont besoin. Pourtant, ils font remarquer qu'ils sont confrontés à pas mal de défis tels que le manque d'électricité ainsi que d'espaces de travail et de capitaux suffisants pour agrandir leurs entreprises.

Les habitants de la municipalité de Bujumbura font remarquer qu'ils sont ravis de cette initiative. Cependant, ils laissent entendre que les poubelles demeurent insuffisantes dans la municipalité de Bujumbura. Le peu de poubelles

qui existent sont en état de vétusté inouï. De plus, ils craignent que ces nouvelles poubelles risquent d'être volées pour être utilisées à d'autres fins.

Jimmy Hatungimana, maire de la ville de Bujumbura salue les efforts du gouvernement et des sociétés de recyclage des déchets plastiques dans la promotion d'une ville propre et verte. Il appelle alors la population à ne plus jeter les déchets plastiques dans la nature. Il promet de contribuer à la sécurisation de ces poubelles.

Jean Marie Vianney Niyongabo

TRANSPORT

Transport transfrontalier : derrière le volant, la sueur

Les conducteurs de poids lourds burundais dénoncent leurs conditions de vie et de travail le long des corridors. Routes dégradées, insécurité liée au banditisme, manque d'eau potable, absence d'aires de repos, de latrines et de structures d'urgence ; tels sont les principaux défis auxquels ils sont confrontés. Ils saluent néanmoins le projet de construction d'un chemin de fer à écartement standard et expriment leur souhait d'être formés à la conduite des locomotives

« Je démarre le véhicule à 5 heures du matin. Je roule jusqu'à midi, moment où je prends une pause d'environ trente minutes pour manger et me reposer. Ensuite, je reprends la route jusqu'à 23 heures », explique Elissa Iteriteka, conducteur de poids lourd, père d'un enfant, âgé de 26 ans et résidant au Nord de Bujumbura, capitale économique du Burundi.

Il précise toutefois que lorsqu'il roule sur de longues distances, comme 500 km, et ressent de la fatigue ou de la somnolence, il s'arrête immédiatement pour se reposer.

M. Iteriteka indique avoir effectué plusieurs trajets internationaux, notamment vers la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda, il y a deux de cela ans.



Elissa Iteriteka, conducteur de poids lourds : « Les enfants et les cyclistes accrochés aux camions dans la localité de Bujumbura volent les flexibles pneumatiques. Ce qui entraîne des accidents liés à la perte du système de freinage ».

Stress sur les corridors

Selon M. Iteriteka, de nombreuses barrières le long des corridors freinent l'exercice serein de leur métier. Il souligne notamment l'insuffisance d'aires de repos sécurisées, obligeant parfois les chauffeurs à se rabattre sur des parkings privés comme celui de Ngozi, à Kurya Mivo, moyennant parfois paiement des frais.

Il note que la gare routière de Bujumbura est l'un des rares points de repos reconnus au Burundi.

« Certaines routes du pays sont encore en mauvais état. Mais

nous reconnaissons les efforts du gouvernement, notamment sur des axes stratégiques. Par exemple, la route Bujumbura–Muramvya, endommagée du côté de Bugarama, a été réhabilitée », déclare-t-il.

M. Iteriteka regrette toutefois que de nombreux tronçons restent dégradés, parsemés de nids-de-poule et cite la route menant vers Ngozi, particulièrement étroite et traversant une zone montagneuse à risques d'éboulement comme étant très dangereuse, surtout en cas d'intempéries.

L'absence de centres de santé le long des routes pousse les chauffeurs à recourir à des motos-taxis pour

atteindre les hôpitaux les plus proches en cas d'urgence.

« En matière d'hygiène, il est difficile de trouver des latrines publiques pour se soulager ou des douches pour se laver. L'accès à l'eau potable via des robinets publics reste également un défi majeur », déplore-t-il.

La sécurité, un autre combat

Le conducteur s'inquiète de la montée de l'insécurité sur certains tronçons, notamment entre Bugarama et Ngozi, au niveau de Bandaga, commune de Matongo (province de Kayanza), et dans la zone de Maridadi située à la frontière entre Kayanza et Ngozi.

A Bujumbura, des enfants ou des cyclistes s'accrochent aux camions en mouvement pour voler les flexibles pneumatiques, un acte extrêmement dangereux.

« Ces flexibles sont essentiels pour le système de freinage (TLERA). Leur absence peut entraîner un dysfonctionnement total, provoquant des accidents routiers graves », alerte-t-il.

Edouard Nimpagaritse, un autre chauffeur d'une trentaine d'années, père de quatre enfants, partage son expérience.

« Il arrive que des voleurs brisent les cadenas, coupent les cordes ou endommagent même les scellés de l'Office Burundais des Recettes (OBR) après le chargement. Cela

se produit souvent dans certaines localités de Ngozi. Dans certains cas, ce sont les chauffeurs eux-mêmes qui sont accusés à tort de complicité. »

La fatigue, aggravée par l'état dégradé des routes et la multiplication des postes de contrôle, allonge considérablement les trajets. Les coûts de transport augmentent, rendant l'activité moins rentable.

Un espoir sur les rails

M. Nimpagaritse se réjouit du projet de construction d'un chemin de fer à écartement standard, coordonné par le Corridor Central, reliant la Tanzanie, le Burundi et la RDC.

« Ce projet représente une grande avancée pour notre pays. Il serait essentiel que les chauffeurs burundais soient formés à la conduite des trains. Cela ouvrirait de nouvelles opportunités d'emploi et encouragerait les investissements locaux dans le secteur ferroviaire. »

Pour Déo Ntibibuka, Administrateur Directeur Général d'International Freight Logistics (IFL), société spécialisée dans le transit et le dédouanement, une fois opérationnel, le chemin de fer contribuera grandement à la croissance économique du pays. Le rail reste le mode de transport le plus économique, conclut-il.

Mélance Maniragaba

La société Nezerwa Investment Group

A la chasse des déchets plastiques pour purifier les eaux du lac Tanganyika

La société Nezerwa Investment Group est sur la bonne voie dans la chasse des déchets plastiques partout où ils sont. L'objectif principal est d'éviter la prolifération de ces déchets dans le lac Tanganyika, car cela occasionne des conséquences sur la santé humaine, la biodiversité et la couche d'ozone. Elle en tire aussi des revenus. Pourtant, elle est confrontée à certains défis liés au manque d'électricité et de moyens financiers suffisants ainsi qu'à la logistique. Il demande un soutien au gouvernement et à ses partenaires pour gagner le pari

Nous sommes mardi le 20 mai 2025. Vers 10 h, un reporter de Burundi Eco rencontre M. Silas Bucumi, représentant de la société Nezerwa Investment Group et une partie de son personnel à la rivière Ntchangwa juste en bas de la société Brarudi précisément sur le littoral du lac Tanganyika.

Sous un soleil de plomb, Bucumi est en train de superviser dans la collecte des bouteilles plastiques disséminées dans le lac Tanganyika.

L'objectif principal de notre société est de collecter toutes les bouteilles plastiques disséminées dans le lac Tanganyika pour le rendre propre et en tirer aussi des revenus, explique-t-il. Il fait savoir que la société Nezerwa Investment Group qu'il chapeaute peut collecter plus d'une tonne de déchets plastiques par jour sur le site Ntchangwa-Tanganyika seulement.

Elle a également créé d'autres sites tels que Kinyankonge-Tanganyika et Mutimbuzi-Tanganyika. Il argue que plus de 45 tonnes de bouteilles plastiques ont été collectées sur seulement une période de 3 mois à partir de la date à laquelle elle a commencé ses travaux sur le lac Tanganyika.

Bientôt, elle va créer le site Rusizi - Tanganyika dans l'objectif principal de rendre propre ce réservoir d'eau douce qui approvisionne en eau potable plus de 90% des habitants de la mairie de Bujumbura.

On compte installer des poubelles dans tous les quartiers

Nous comptons aussi installer des poubelles dans tous les quartiers de la municipalité de Bujumbura pour gagner le pari dans la protection du lac Tanganyika contre la pollution de ses eaux par les bouteilles



Silas Bucumi, représentant de la société Nezerwa Investment Group : « Plus de 45 tonnes de bouteilles plastiques ont été collectées sur seulement une période de 3 mois à partir de la date à laquelle elle a commencé ses travaux sur le lac Tanganyika »



La société Nezerwa Investment Group ne collecte pas seulement les déchets plastiques. Il collecte aussi les déchets sachets, cartons, sacs et papiers.

plastiques, martèle Bucumi.

Selon lui, c'est pour que ce qui est en train d'être réalisé en aval des affluents du lac Tanganyika se fasse également en amont. La société va alors y faire passer des chariots et des camions pour collecter tous ces déchets après avoir payé ceux qui les ont collectés.

De plus, cette société compte installer des points de vente de bouteilles plastiques à partir de la commune Nyanza- lac pour bien maîtriser la problématique de la pollution des eaux du lac Tanganyika par les bouteilles plastiques.

Pour le moment, les gens vont les collecter et les mettre dans des endroits précis pour les vendre à notre société, renchérit-il. Elle compte même commencer lesdites activités dans tout le pays. Actuellement, des points de vente sont ouverts à Ngozi et à Gitega.

Le marché d'écoulement n'est pas un souci

Il fait savoir que le marché d'écoulement de ces déchets ne pose plus problème. Déjà, il ne parvient même plus à satisfaire le marché local. « Je parviens à vendre seulement plus de 6 tonnes de ces bouteilles plastiques par jour à la



Dr Pierre Ntakiyiruta, professeur à l'Université du Burundi dans le département de Chimie : « les déchets plastiques occasionnent des conséquences graves non seulement sur l'homme, l'environnement et la couche d'ozone »

société NV Holding au moment où elle me demande plus de 20 tonnes par jour», déplore-t-il.

Des défis existent malgré quelques avancées

Malgré ces avancées, il fait savoir que Nezerwa Investment Group est confronté à certains défis tels que le manque d'électricité. La fois dernière, nous avons passé presque un mois sans énergie pour compresser nos déchets plastiques, s'inquiète-t-il.

A cela s'ajoute le transport. Il explique que son camion qui transportait les déchets ces derniers jours a été immobilisé en Tanzanie pendant 25 jours malgré qu'il avait tous les documents exigés. Pour la deuxième fois, il a été immobilisé pendant 15 jours dans ce même pays.

La raison est que les responsables de ce pays ne veulent pas qu'on

transite dans ce pays. Il précise que cela lui cause une grande perte car, en plus du temps perdu, s'ajoute le paiement des frais de stationnement d'un million de FBu par jour.

Quid de sa requête ?

Bucumi demande donc au gouvernement du Burundi d'échanger avec celui de la Tanzanie pour relever ce défi. Il demande également au gouvernement et à ses partenaires de l'appuyer financièrement et matériellement pour qu'il puisse mener à bon port le travail de protection du lac Tanganyika contre les déchets plastiques, car cela demande beaucoup de moyens.

A titre illustratif, il fait remarquer que la société Nezerwa Investment Group paie 200 FBu par kg à celui qui lui fournit ces déchets. Et d'ajouter que la société a aussi besoin d'un bateau, des bottines et des gants pour parvenir à collecter les déchets plastiques qui sont dans

les eaux de grands affluents du lac Tanganyika comme la rivière Rusizi.

Son personnel jubile

En plus de sa contribution à la protection du lac Tanganyika contre la pollution par les déchets plastiques, le personnel de cette société se réjouit du fait qu'il parvient à contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leurs familles grâce aux revenus qu'il bénéficie de la société Nezerwa Investment Group.

C'est à titre d'exemple Mr Eddy Ntimpirangeza rencontré sur le site Kinyankonge-Tanganyika juste à quelques mètres de la société Savonor. « Le travail de la collecte des déchets plastiques destinés à la société Nezerwa Investment Group est mon quotidien. Ma famille dépend de ce dernier. C'est donc une activité noble pour moi.

Suite à la p. 5

Suite de la p. 4

On peut même me payer 150 000 FBu sur deux jours. Ça dépend de la situation météorologique du jour. S'il pleut, la quantité de ces déchets plastiques dans les rivières augmente et le pain gagné est conséquent», fustige-t-il.

Il parvient actuellement à envoyer ses enfants à l'école. Et d'ajouter l'achat de quelques animaux domestiques.

Odile Kwizerimana rencontrée au siège de cette société abonde dans le même sens. Elle est ravie du fait qu'elle parvient à aider sa famille grâce à l'argent qu'elle tire de la collecte des déchets plastiques. Pour le moment, s'approvisionner en produits de beauté ou en habits n'est pas un problème. Elle compte même initier sa propre activité génératrice de revenus grâce aux revenus qu'elle tire de ladite société.

Ces collecteurs de déchets plastiques conseillent à ceux qui n'ont pas d'emplois de se lancer dans la collecte des déchets plastiques pour les vendre et gagner de l'argent dans ce sens au lieu d'être des proies faciles des ligalas, où la majorité des jeunes a été victime de pas mal de mauvaises attitudes comme la consommation des stupéfiants, la prostitution, etc.

«Il n'y a pas de sot métier»

Pour eux, il n'y a pas de sot métier, pourvu qu'il rapporte. Ils précisent qu'ils sont estimés à 40 employés dont des femmes et des hommes qui prestent à ladite société. Et à Buterere, ils affirment que la



Le personnel de cette société se réjouit du fait qu'il parvient à contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leurs familles grâce aux revenus qu'il bénéficie de la société Nezerwa Investment Group

société Nezerwa Investment Group collabore avec plus de 800 ménages regroupés dans plus de 15 groupes dans l'objectif d'inciter les gens à collecter les déchets plastiques.

Dr Pierre Ntakiyiruta, professeur à l'Université du Burundi dans le département de Chimie encourage la société Nezerwa Investment Group à redoubler d'efforts dans la collecte des déchets plastiques partout où ils se trouvent, car ces déchets occasionnent des conséquences graves non seulement sur l'homme, l'environnement et la couche d'ozone.

Si les poissons consomment les microplastiques et que par après l'homme les ingurgite, il indique qu'il peut être attaqué par certaines maladies comme le cancer. C'est de même lorsque l'homme consomme des cultures se trouvant là où il y a des déchets plastiques pendant une longue période.

Si on brûle ces déchets plastiques, il ajoute qu'il y a dégagement des produits organo-chlorés et phosphorés riches en gaz à effet de serre qui détruisent la couche d'ozone et bonjour le réchauffement climatique.

Les déchets plastiques, un danger pour la reproduction chez les poissons

De plus, les déchets plastiques trouvés à l'embouchure du lac Tanganyika constituent une grande menace à la reproduction chez les poissons, car ces animaux pondent des œufs sur les rives du lac dudit lac.

Cet expert demande à la population de procéder à la stratégie 3R, c'est -à- dire la Réduction, le Réemploi et le Recyclage de ces plastiques pour mieux les gérer. Il informe qu'on

peut produire pas mal de produits à travers les déchets plastiques. Il cite les briques et les pavés.

D'autres déchets visés par Nezerwa Investment Group

La société Nezerwa Investment Group ne collecte pas seulement les déchets plastiques. Il collecte aussi les déchets sachets, cartons, sacs et papiers. Selon Bucumi, ces derniers sont écoulés dans les pays comme la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda. On en fabrique de nouveaux produits en plastique, de nouveaux sacs, de nouveaux cartons et de papiers hygiéniques. Même les déchets provenant des étiquettes des produits Brarudi sont collectés par cette société pour être valorisés. Et depuis que cette société est à l'œuvre il y a déjà 3 ans, plus de 5000 tonnes de toutes ces sortes de déchets ont été collectés et vendus localement et à l'étranger.

Mkongwe, un des clients rencontrés à la société Nezerwa Investment Groupet de nationalitéTanzanienne ajoute qu'on fabrique même des tuyaux conducteurs de l'eau, des fils conducteurs pour l'électricité, etc à partir des déchets sachets.

Signalons que le ministre en charge de l'Environnement Prosper Dodiko se réjouit des efforts que les sociétés de collecte et de recyclage des déchets plastiques sont en train de fournir dans la lutte contre ces déchets en les valorisant. Pour le moment, il s'observe que ces derniers ne sont plus un défi mais plutôt une opportunité.

Jean Marie Vianney Niyongabo

ENERGIE

ASCENT parviendra-t-il à résoudre définitivement le problème énergétique ?

Le projet de réhabilitation du réseau électrique burundais va bientôt commencer ses activités selon la Regideso. Le Burundi attend beaucoup de cette réhabilitation, car elle pourrait résoudre un problème que l'injection dans le réseau national du courant électrique en provenance des nouveaux barrages hydroélectriques n'a pas pu résoudre, en l'occurrence les coupures intempestives du courant électrique

Dans un communiqué publié par la Regideso sur son compte X, cette organisation a demandé aux habitants de la zone Ngagara, en particulier ceux des quartiers 3, 4, 5 et 6, dont les habitations sont construites sur les réseaux d'électricité et d'eau de permettre l'accès à ces équipements avant le 31 juillet 2025 afin que les travaux de réhabilitation des réseaux électriques à Bujumbura dans le cadre du projet ASCENT « qui vont bientôt » débuter selon ce même communiqué, puissent être réalisés. La Regideso précise qu'après cette date, des mesures drastiques seront prises à l'encontre de ceux qui n'auront pas facilité l'exécution du projet.

La réhabilitation du réseau électrique, plus qu'une nécessité



Tant qu'on ne parvient pas à réhabiliter le réseau de transport d'électricité, il y aura toujours des coupures intempestives d'électricité dues à la vétusté des équipements

La vétusté du réseau électrique national a été pointé du doigt à maintes reprises comme la cause principale des coupures intempestives du courant électrique au Burundi. Et cela après que l'injection du courant électrique en provenance des différentes nouvelles centrales hydroélectriques eut échoué à trouver une solution durable à cette problématique. Les responsables

de la Regideso et le ministère en charge de l'énergie ont confirmé que le nœud du problème est plutôt le réseau électrique national qui est vétuste et qui nécessite d'être réhabilité « Tant qu'on ne parvient pas à réhabiliter le réseau de transport d'électricité, il y aura toujours des coupures intempestives d'électricité dues à la vétusté des équipements », a fait savoir le Directeur Général de la

Regideso.

Avec raison car, si on prend l'exemple des câbles souterrains qui sont en service aujourd'hui, ils datent des années 60. A part qu'ils n'arrivent plus à supporter les quantités élevées d'énergie injectée dans le réseau national, cette vétusté entraîne parfois des pertes énergétiques, selon le ministère ayant l'énergie dans ses

attributions. Au mois de février 2024 à l'Assemblée Nationale, il a précisé que pour pallier à ce défi de taille, ce ministère compte réhabiliter le réseau électrique national. Laquelle réhabilitation demandera autour de 200 millions USD.

ASCENT, pour la consolidation du secteur énergétique burundais

La Banque Mondiale et ses partenaires ont accepté de financer cette réhabilitation via le projet ASCENT Burundi (Accelerating Sustainable and Clean Energy Access Transformation) à hauteur de 190 millions de dollars. Ce projet vise à améliorer l'accès à l'électricité au Burundi en renforçant le réseau électrique, en modernisant la distribution du courant électrique et en impliquant le secteur privé.

Les responsables de la Regideso ont affirmé que ce projet permettra de relever les défis liés aux coupures intempestives d'électricité au Burundi et va aussi résoudre le problème de la mauvaise qualité des services d'électricité. Ils ont fait savoir également que l'implémentation de ce projet est un atout pour les investisseurs Burundais qui identifient le manque d'accès à l'électricité et la vétusté du réseau comme des obstacles majeurs à l'investissement.

Florence Inyabuntu

Elections 2025

Les femmes de la commune Mugina expriment leurs attentes

Aquelques semaines de scrutins législatifs et communaux prévus en juin 2025, les femmes de la commune Mugina, dans la province Cibitoke font entendre leurs priorités. Rencontrées à Nyeshenza, centre stratégique de la localité, elles interpellent les candidats sur des thématiques liés au développement communautaire, à la santé, à l'agriculture et à l'éducation



Les attentes des femmes de Nyeshenza traduisent une volonté d'être actrices du changement et de faire entendre leurs préoccupations dans l'espace politique.

Des besoins urgents en matière de santé et d'éducation

Au-delà des aspects économiques, Mme Niragira souligne la nécessité de renforcer les services sociaux de base, à commencer par la santé. Elle appelle les futurs élus à plaider pour la construction des centres de santé de proximité équipés en personnel qualifié. « Nous demandons également des médecins bien formés, pour garantir une meilleure santé à la population, notamment pour réduire la mortalité maternelle lors de l'accouchement », précise-t-elle.

Elle évoque également les défis

liés à l'éducation, appelant à la construction de nouvelles écoles pour améliorer l'accès à l'enseignement, particulièrement dans les zones rurales. L'état des infrastructures est un autre sujet d'inquiétude. Elle cite la dégradation avancée de la Route Nationale n°10, qui traverse la commune de Mugina, et appelle à sa réhabilitation urgente.

Un autre besoin exprimé est celui des cantines scolaires perçues comme un soutien indispensable pour les enfants issus des familles en situation de précarité. « Si ceux-ci pouvaient manger à l'école, cela ferait une réelle différence », souligne-t-elle.

L'agriculture au cœur des préoccupations rurales

Aline Ndayizeye, agricultrice et mère de famille, met l'accent sur les enjeux agricoles, secteur central de l'économie locale. Elle insiste sur l'importance de l'accès facilité aux engrais chimiques et à leur disponibilité en temps voulu. Le retard dans leur distribution compromet les rendements agricoles, accentuant ainsi la vulnérabilité alimentaire des familles.

« La famine est perceptible dans la population. Ceux qui ont accès à des terres cultivables suffisantes sont de plus en plus rares et ceux qui en disposent ne récoltent pas assez à cause du manque d'intrants », déplore-t-elle. Selon elle, les candidats devraient inclure dans leurs programmes des mesures concrètes de soutien aux petits agriculteurs.

Energie, infrastructures routières et inflation : d'autres défis à relever

Claudine Niyokwizera, également résidente des environs de Nyeshenza met en lumière d'autres priorités. « Je souhaiterais que les futurs élus plaident pour l'extension de l'électricité dans notre commune », avance-t-elle en soulignant le faible taux d'électrification rurale. Elle évoque également la dégradation du réseau routier qui complique les déplacements, notamment en cas d'urgence sanitaire.

Le problème du coût de la vie revient aussi dans son témoignage. « Les denrées alimentaires sont devenues très chères. L'inflation représente un véritable fardeau pour les ménages », constate-t-elle. Dans ce contexte, elle rejoint les autres voix appelant à la création des associations de solidarité, outils jugés efficaces pour renforcer la résilience économique des femmes.

Un message collectif aux futurs représentants

Toutes les femmes rencontrées s'accordent sur une attente centrale : voir les futurs élus s'impliquer activement dans l'amélioration de leurs conditions de vie. Au-delà des discours, elles réclament des actions concrètes et mesurables. L'un des axes récurrents dans leurs témoignages reste la promotion des groupements féminins, perçus comme un cadre d'apprentissage, de solidarité et d'accès au crédit.

A mesure que la campagne électorale s'intensifie, ces attentes citoyennes pourraient influencer sur les priorités des candidats, notamment au niveau communal. Les femmes de la commune Mugina rappellent ainsi que la politique locale ne saurait ignorer les réalités de terrain, marquées par des enjeux aussi divers que l'agriculture, l'accès à une bonne santé, l'éducation ou encore les infrastructures.

Gilbert Nkurunziza

DEVELOPPEMENT

Qu'est-ce que le Burundi attend du projet PRODERER ?

Le gouvernement du Burundi, en partenariat avec NELSAP-CU, va commencer un grand Projet de Développement des Ressources en Eau et du Barrage Multi-usage de Ruvyironza (PRODERER). Ce projet vise à améliorer la sécurité hydrique et alimentaire du pays ainsi qu'à favoriser l'accès à l'électricité



Dr Isaac Alukwe : « Ce projet vise à améliorer la sécurité hydrique et alimentaire du pays ainsi qu'à favoriser l'accès à l'électricité ».

des habitants en plus de favoriser l'autonomisation économique et de créer des emplois », ajoute-t-il.

Le Burundi en bénéficiera grandement

Le Burundi bénéficiera énormément de ce projet, notamment une production de 22 MW d'hydroélectricité. Cela

permettra de répondre aux défis liés à l'insuffisance énergétique et ainsi d'accroître le taux d'électrification, un élément indispensable au développement socio-économique du pays. Dans ce secteur, Dr Alukwe précise qu'il existe d'autres initiatives allant dans le même sens qui ont été mises en œuvre par NELSAP-CU en partenariat avec le gouvernement du Burundi. Il mentionne notamment le projet

hydroélectrique régional des chutes de Rusumo, dont le Burundi bénéficie 27 MW.

Ce projet mettra également un accent particulier sur le développement agricole, un secteur dont dépend en grande partie l'économie nationale et qui fait vivre la majorité de la population burundaise. Il permettra de booster la production

agricole et contribuera ainsi à lutter contre l'insécurité alimentaire au Burundi en général et dans la zone d'intervention du projet en particulier. A cet effet, ce projet prévoit l'irrigation d'un périmètre agricole couvrant 14 674 hectares. Parallèlement, il y aura des efforts de restauration des bassins versants dégradés en amont.

Pour garantir le développement socio-économique de la population bénéficiaire, ce projet prévoit également la création d'emplois. Au total, il générera 244 emplois pendant la phase de préparation et 5 000 à 7 200 emplois lors des investissements en aval. Le projet prévoit aussi des formations à l'endroit de différentes personnes. Au total, 681 546 personnes en bénéficieront, dont 50 % de femmes.

De plus, il améliorera l'accès à l'eau potable pour plus de 270 000 ménages ruraux, notamment dans les provinces de Cankuzo, Gitega, Karuzi, Muyinga et Ruyigi. Ces 5 provinces constituent également sa zone d'intervention.

Le PRODERER est financé par la Banque Africaine de Développement, en partenariat avec le Programme d'action subsidiaire des Lacs Equatoriaux du Nil (NELSAP-CU) et le ministère burundais de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage.

Florence Inyabuntu



**VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?**

**PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES**

